

COMITE DE PILOTAGE NATURA 2000 DU SITE « MASSIF FORESTIER DE HAGUENAU » (SIC)

Compte-rendu de la réunion du 1^{er} juin 2010 à 16h30 à Haguenau

La liste de présence est annexée au présent compte-rendu.

Mme Misson, sous-préfète de l'arrondissement de Haguenau, assure la présidence du comité.

La séance a été ouverte à 16h45.

Après décompte des pouvoirs, 30 membres des collèges des élus et des usagers, membres siégeant à titre délibératif, étaient représentés en séance, sur 77. Mme la sous-préfète ayant constaté que le quorum n'était pas atteint a proposé au comité de remettre les points à l'ordre du jour soumis à délibération à une prochaine réunion en septembre.

La validation du DOCOB, l'élection du Président et la désignation de la structure porteuse de l'animation du site seront soumis aux décisions du comité de pilotage courant septembre.

Seule la présentation du DOCOB par l'opérateur a été maintenue à l'ordre du jour, ainsi qu'un point supplémentaire sur la demande de M. Brua concernant les dégradations du site au niveau de l'ancien aérodrome militaire de Haguenau.

Présentation du DOCOB

Mme la sous-préfète a ensuite invité l'opérateur, l'ONF, à présenter à l'assemblée le fruit de la concertation pour l'élaboration du DOCOB. La présentation a été ponctuée de questions et de remarques dont l'essentiel est repris dans le tableau de synthèse qui figure en annexe du présent compte-rendu.

L'ONF ayant présenté les grandes lignes du document dans sa version finale mais non définitive, au vu de ces différentes interventions, le comité n'a exprimé aucune opposition de fond sur les préconisations du DOCOB, qui sont inspirées des réunions de concertation qu'a organisées l'opérateur.

Mme la sous-préfète a invité les membres du comité de pilotage à transmettre par écrit leurs remarques, contributions ou propositions de modifications éventuelles pour apporter les dernières modifications au DOCOB. Celles-ci devront être envoyées par voie postale et/ou de préférence par mail à la DREAL **avant le 1^{er} juillet**, à l'attention de :

M. Yves WERTENBERG

mel : yves.wertenberg@developpement-durable.gouv.fr

tel : 03.88.22.74.04 fax : 03.88.22.73.30

adresse postale : DREAL Alsace - BP 81005/F - 67070 STRASBOURG CEDEX

L'ONF a présenté la proposition de recalage du périmètre du site : le périmètre « recalé » prend en compte les observations de terrain, il vise à déplacer le trait du contour du site à la marge pour affiner sa précision en prenant en compte des éléments de connaissance nouveaux sur l'occupation du sol ou la richesse écologique en présence, en cherchant à coller aux limites administratives ou du paysage, voire en corrigeant des erreurs manifestes de tracé. Cette proposition conduirait à une augmentation globale de 1,1% de la surface du site, ce qui est une proportion jugée acceptable.

Mme la sous-préfète a rappelé que seul le périmètre existant, tel qu'il a été signifié par la Commission Européenne, fait foi. La proposition de recalage pourra faire l'objet d'une modification du périmètre du site à moyen terme, dans le respect des procédures prévues par la loi.

Dégradations des prairies à Armérie

Après que le comité eut débattu, la Société Alsacienne d'Entomologie, en la personne de M. Brua son Président, membre du comité de pilotage, a présenté au comité des clichés du secteur de l'aérodrome, qui sont dans le site Natura 2000, réputé pour sa richesse écologique patrimoniale remarquable notamment du fait de la présence d'une station d'Armérie, fleur protégée au niveau national. La pratique de motocross sauvage, l'usage des terrains par des campeurs et les dépôts de déchets notamment ont ainsi été portés à connaissance du comité, qui a pu apprécier les dégradations significatives du milieu induites. Les associations de défense de l'environnement ont exprimé leur indignation à Mme la sous-préfète et à M. le Maire de Haguenau qui était présent, et ont demandé à l'Etat d'intervenir. La SAE, qui avait déjà signalé à la DIREN en 2008 la pratique du motocross mais dans une bien moindre mesure, a par ailleurs informé le comité qu'une plainte a été déposée auprès du procureur, et en avoir informé la Commission Européenne, le Préfet et les différents services de l'Etat concernés. M. Ott a déploré que la police ne soit pas intervenue sur place au moment où il leur signalait que des motocrosseurs étaient justement en action.

Les difficultés d'intervention ont été soulevées pour lutter contre ces délits, conduisant à une demande de clarification sur les modes et procédures d'intervention. La DDT est intervenue pour rappeler qu'il n'est pas possible de donner suite sans connaître les auteurs, et pour informer le comité que des moyens supplémentaires seraient prochainement mis en œuvre pour assurer ce rôle de police dans le département. Mme la sous-préfète a rappelé par ailleurs que le droit local ne permettait pas au préfet de se substituer au pouvoir de police du maire.

M. le Maire a déclaré qu'il était également disposé à porter plainte pour les dégradations et dépôts illégaux de déchets concernant les terrains propriété de la ville, mais a rappelé qu'une grande partie du foncier est en propriété privée.

Mme la sous-préfète s'est engagée à ce qu'une réunion ait rapidement lieu pour faire avancer le dossier avec les services de la ville, les services de l'Etat – DREAL et DDT – et les services de police, en collaboration avec les associations.

Mme la sous-préfète ayant rappelé que les contributions au DOCOB devaient être transmises courant juin à la DREAL en vue d'une validation définitive en septembre prochain, elle a remercié l'ONF pour le travail accompli et levé la séance à 18h45.